

NUMERO SPECIAL
CAMPAGNE



**SOUPE
POPULISTE
GAVAGE
SIMPLISTE**

N'AVEZ PAS N'IMPORTE QUOI !

PROVOQUER... POUR SUSCITER LE DÉBAT



Equipe de rédaction :

Claudia Benedetto, Paul Blanjean,
Guillaume Lohest, Monique Van Dieren

Rédactrice en chef : Monique Van Dieren

Mise en page : Hassan Govahian

Illustrations : Jalal - ©Equipes Populaires

Editeur responsable :

Paul Blanjean, 8, rue du Lombard
5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be

Prix au n° : 2 €

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :
Versez 15 € au compte BE46 7865 7139 3436
des Equipes populaires, avec la mention :
"Abonnement à Contrastes" + votre nom



A l'approche des élections régionales, fédérales et européennes, les Equipes Populaires ont choisi de mener une campagne de sensibilisation sur l'inquiétante montée du populisme dans nos pays voisins. En tant que Wallons ou Bruxellois, peut-être nous sentons-nous moins concernés par la menace de voir des partis populistes europhobes et/ou xénophobes remporter des victoires électorales significatives. Mais comme le fait remarquer Vincent De Coorebyter dans son interview (pages 9 à 13), les enquêtes montrent que l'opinion des Wallons n'est pas très différente de celle de nos voisins à propos des sujets sensibles sur lesquels le populisme prospère.

SOUPE POPULISTE, GAVAGE SIMPLISTE

Le slogan de la campagne, et surtout ses déclinaisons en pages 12-13, peuvent paraître choquantes. Dans la profusion médiatique préélectorale, nous avons pris le pari risqué de marquer les esprits. Non pas pour provoquer ni blesser les électeurs tentés par les discours populistes, mais pour susciter le débat dans le temps long de la réflexion et de l'éducation permanente.

L'image de la « soupe populiste » nous semble parfaitement correspondre à ce que nous voulons dénoncer à travers cette campagne de sensibilisation. Le populisme est avant tout une vision simpliste et travestie de la démocratie, dont les conséquences peuvent nuire gravement aux libertés et aux droits fondamentaux.

Le populisme, c'est comme boire une soupe en sachet et faire un bad trip.

On est tout excitée par le packaging hyper appétissant.

Mais quand on ouvre le sachet, c'est la déception. De la poudre aux yeux...

Trop tard ! On a déjà acheté la marchandise.

N'avalons pas n'importe quoi !

Il y a de multiples raisons d'être déçus, en colère ou inquiets.

Mais les populistes nous gavent de leurs pseudo-solutions simplistes, illusoire et dangereuses pour nos libertés et nos droits.

On est plus malins que ça !

La démocratie, c'est plus compliqué, c'est comme une soupe maison. Elle nécessite de multiples ingrédients qu'on aura patiemment pris la peine d'assembler. Mais au final, c'est nettement meilleur pour la santé, non ?

Monique Van Dieren



LE POPULISME, UNE SIMPLIFICATION ! (COMME LA SOUPE EN SACHET)

Le populisme est à la démocratie ce que la soupe en sachet est au potage maison : une imitation bien fade mais qui peut être séduisante grâce à divers artifices, et qui peut sembler pratique. La soupe populiste est moins bonne pour la santé et elle nous est servie toute préparée, tandis que la démocratie, elle, réclame notre implication, nos engagements, nos prises de paroles.

Le populisme, comme la soupe en sachet, c'est une image, bien sûr. Néanmoins, cette comparaison permet de mettre le doigt sur une définition du populisme pertinente pour notre époque. Selon le sociologue français Pierre Rosanvallon, le populisme relève en effet d'une triple simplification.

Il est d'abord une **simplification sociologique** : dans la bouche des populistes, le peuple est considéré « comme un sujet évident, défini par sa différence avec les 'élites'. Comme si le peuple était la partie saine et unifiée d'une société qui ferait naturellement bloc dès lors qu'on aurait donné congé aux groupes cosmopolites et aux oligarchies ». Telle une soupe en sachet, au goût et à la texture uniformisés, la référence au « peuple » est pratique et passe bien. Ça donne une impression d'évidence : « nous sommes le peuple ! » Mais dans la réalité, le peuple est pluriel. Il est constitué d'une superposition de « Nous » qui ont chacun leur cohérence. Par exemple : les femmes ; les ouvriers ; le monde paysan ; les anarchistes ; le folklore carnavalesque ; les artistes ; les sans-papiers ; les indépendants ; les chrétiens ; etc. Et chaque personne appartient à plusieurs « Nous » différents. Le fait qu'il existe une petite minorité d'ultrariches qui ne participent pas à la collec-

tivité ne suffit pas à définir, en négatif, une entité homogène.

Le populisme est ensuite une **simplification institutionnelle** : il « considère que le système représentatif et la démocratie en général sont structurellement corrompus par les politiciens et que la seule forme réelle de démocratie serait l'appel au peuple, c'est-à-dire le référendum ». Or, si la démocratie inclut évidemment des votations, il ne s'agit que d'un élément parmi de nombreux autres. La démocratie se joue certes (un peu) au moment des votes, elle se joue surtout de façon permanente. Comme l'écrit le philosophe Dominique Rousseau, « la démocratie n'est pas une somme arithmétique de suffrages et les citoyens ne sont pas des intermittents de la vie politique. La démocratie est l'expérience vivante des citoyens inventant en continu les formes de leur vie ».

Les critiques envers la démocratie représentative sont évidemment légitimes, mais considérer le référendum comme moyen idéalisé de recueillir la « volonté générale » est une simplification typiquement populiste, selon P. Rosanvallon.

Enfin, le populisme est une **vision simplifiée de ce que sont les liens sociaux**. Il postule que ►

- « ce qui fait la cohésion d'une société, c'est son identité et non pas la qualité interne des rapports sociaux ». Les termes identitaires font ainsi systématiquement partie du jargon populiste. Il y a stigmatisation des immigrés ou des personnes de religions supposément importées. Ce qui définit une société pour les populistes, ce sera la patrie, la religion ou l'héritage culturel, et non le fait de vivre ensemble une situation commune. L'expression « *Et nos SDF ?* », brandie comme un argument pour ne pas accueillir les réfugiés, est typique de cet état d'esprit populiste qui considère que l'égalité ne vaut qu'une sein d'une com-

de la « polyphonie du peuple » (le fait qu'il y ait toujours plusieurs voix du peuple). Müller considère donc qu'il serait absolument dramatique de lutter contre le populisme (nationaliste) par le populisme (de gauche), car on se retrouverait dans une situation où chaque camp se prévaudrait « *d'une seule volonté authentique du peuple pour revendiquer le pouvoir. Le résultat serait une Europe intrinsèquement anti-pluraliste et antipolitique* ».

Le populisme présente donc le « pouvoir du peuple » comme une évidence. Pourtant, cela n'a rien d'évident. Le peuple est toujours pluriel, constitué d'un ensemble d'appartenances et de visions en conflit. Le pouvoir non plus n'est pas un concept clair. Parle-t-on seulement du fait de décider des lois ? De les écrire ? De les co-construire ? D'élire des représentants ? De donner son opinion sur un sujet ? Ou parle-t-on du pouvoir d'agir, de penser, de s'associer ? Et de celui de qui ? D'une courte majorité ? Ou parle-t-on plutôt de la possibilité dans une société que tout le monde ait un espace de parole et d'action ?

Les pouvoirs démocratiques en place, quant à eux, stigmatisent souvent les populistes pour nier le profond malaise sociétal, les inégalités, l'absence de réponse politique à des enjeux majeurs.

Comment lutter alors contre le populisme sans faire le jeu du néolibéralisme en place ? C'est-à-dire refuser à la fois le *statu quo* et les simplifications ? Sans doute en jouant à fond notre rôle de corps intermédiaire : **en faisant un potage maison ensemble !** En recueillant les paroles et les indignations, en pratiquant le débat d'idées, en identifiant ce qui est injuste, ce qui manque, ce qui fait défaut. Le peuple n'est pas homogène, c'est sûr, mais pour « faire peuple », il est certainement nécessaire, entre autres, de réduire les inégalités et de partager un horizon en commun. Ces deux aspects font cruellement défaut aujourd'hui.

Guillaume Lohest

Références citées :

- Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », *La Vie des Idées*, 27 septembre 2011.
- Hervé Berville, « Le populisme est un anti-pluralisme », recensement d'un ouvrage de Jan-Werner Müller, *La Vie des Idées*, 19 avril 2017.
- Dominique Rousseau, « De la démocratie représentative à la démocratie continue », *Libération*, 14 février 2017.

LE POPULISME, UN CONCEPT MAL DÉFINI ?

Il existe bien sûr d'autres angles d'approche du populisme. Un angle d'approche historique, tout d'abord. Le populisme russe (Narodniki, les « gens du peuple ») et le People's Party américain datent tous deux de la fin du dix-neuvième siècle et sont des mouvements paysans. On désigne également sous ce vocable certains régimes sud-américains, de l'Argentine de Perón au Venezuela de Chavez et Maduro. Un angle d'approche critique, ensuite. Certains considèrent que le concept de « populisme » est uniquement un moyen pour les pouvoirs en place de discréditer les mouvements d'opposition. La plupart des leaders dits populistes partagent évidemment cette critique.

Enfin, il y a un angle d'approche positif du mot populisme. Soit dans une définition simplifiée qui fait référence au seul sens originel du terme : le populisme comme « soucieux du peuple », comme soucieux de parler comme le peuple, avec le peuple, pour le peuple (reste la problématique définition du peuple). Soit via une approche théorique : le « populisme de gauche » de Chantal Mouffé et Ernesto Laclau, qui a le vent en poupe ces dernières années, considère le populisme comme une stratégie de conquête du pouvoir, la construction d'un peuple par la mise en équivalence de demandes sociales diverses, par opposition à un adversaire commun, la « caste » (les élites). Ce populisme s'assume comme tel : il reconnaît, en quelque sorte, la nécessité de batailler avec l'extrême droite sur le terrain des récits mobilisateurs, quitte à utiliser les mêmes armes, voire en partie les mêmes mots.

munauté d'identité.

Considérer, comme nous le faisons, que le populisme est un danger pour la démocratie, ne signifie pas que la démocratie est parfaite, loin de là. Au contraire, le populisme n'est pas un parasite extérieur à la démocratie, comme certains dirigeants aiment le laisser penser pour éviter d'affronter l'insatisfaction des populations, mais un symptôme de ses dysfonctionnements, de son inachèvement.

Pour Jan-Werner Müller, autre spécialiste de ces questions, le développement du populisme « nous oblige effectivement à réfléchir aux fins de la démocratie et aux failles de notre modèle démocratique ». Dans sa conception, le populisme est un anti-pluralisme, autrement dit le refus

"LE POUVOIR A ÉTÉ VOLÉ PAR LA FINANCE, LES RICHES ET LES MONDIALISTES"

INTERVIEW D'UN POPULISTE

LE JOURNALISTE : Que vous inspire le mouvement des Gilets Jaunes ?

LE POPULISTE : C'est très simple : les Gilets Jaunes, c'est le **peuple** qui en a marre de se faire couillonner et qui le fait savoir. C'est le **peuple** qui dit aux **riches**, au **système** et à ses médias, au **lobby des ONG**, aux **technocrates de Bruxelles**, bref, le **peuple** qui dit aux **élites** de dégager, que les règles du jeu vont changer. Et on voit bien que c'est le vrai peuple, les gens d'ici qui veulent reprendre le pouvoir qui a été volé par la **finance** et les **mondialistes** qui organisent l'**immigration** de masse. Ils veulent réaffirmer l'importance de la **nation**. Je pense la même chose qu'eux, mais c'est important de ne pas s'immiscer dans ce soulèvement populaire, comme le font tous ces **politiciens corrompus** qui veulent faire de la récupération.

LE JOURNALISTE : Le réchauffement climatique est un autre enjeu prioritaire aujourd'hui...

LE POPULISTE : Pas du tout. Le réchauffement climatique est une réalité, mais il n'a pas grand-chose à voir avec l'activité humaine. Avant que l'Homme n'apparaisse sur terre, il y a eu des périodes bien plus chaudes qu'aujourd'hui. L'origine humaine du réchauffement climatique est un mensonge inventé par les **élites** et le **lobby des ONG** pour imposer au **peuple** des taxes et des mesures d'austérité. Ce sont les **riches**, qui veulent profiter encore plus du **système** au détriment du **peuple**, qui organisent ce **mensonge** avec l'aide des **médias du système** et des **technocrates de Bruxelles**.

LE JOURNALISTE : Quelles sont vos priorités pour relancer la Wallonie ?

LE POPULISTE : C'est simple : rendre le **pouvoir au peuple** ! Le pouvoir a été volé par la **finance**, les **riches** et les **mondialistes** qui organisent l'**immigration** de masse avec la complicité des **médias du système**. Il faut cesser de subventionner le **lobby des ONG** qui fait régner la pensée unique et dit aux gens ce qu'il faut penser. Ma proposition est simple : faire le ménage. Les **riches**, les **ONG**, les **illégaux**, on arrête avec tout ça, et on se met au service du **peuple**. D'ailleurs c'est cela le populisme, se soucier du **peuple**.

LE JOURNALISTE : Est-ce que la démocratie se porte bien en Belgique, selon vous ?

LE POPULISTE : Vous voulez rire ? On ne vit plus en démocratie depuis que le pouvoir a été confisqué par la **finance**, les **riches** et les **mondialistes** qui organisent l'**immigration de masse** avec la complicité des **médias du système**. La démocratie, c'est le **pouvoir du peuple** ! Vous trouvez que le **peuple** a le pouvoir, vous ? On ne lui demande jamais son avis ! On préfère consulter le **lobby des ONG** et faire venir des **illégaux** avec la complicité des **médias du système** et ...

LE JOURNALISTE : Pardonnez-moi de vous interrompre, mais on dirait que vous répétez sans cesse la même chose... Ce n'est pas un peu populiste comme discours ?

LE POPULISTE : (Énervement) Et voilà ! Dès qu'on est un peu critique et qu'on se soucie du **peuple**, on est accusé de populisme ! Ce mot ne signifie rien : sa seule fonction est de discréditer la cause du **peuple** ! Mais vous, les **médias du système**, vous voulez empêcher le **peuple** d'avoir ses propres idées et de reprendre le pouvoir ! Je ne répondrai plus à vos questions, vous êtes corrompus et vendus aux élites. Technocrate ! Gauchiste !

Vous aussi, vous voulez jouer au populiste ?

C'est simple : reprenez les mots et expressions surlignés, et utilisez-les pour répondre des généralités à n'importe quelle question posée !

Vous trouvez cette fausse interview caricaturale ?

Peut-être un peu... quoique. En pages suivantes, vous verrez que la réalité dépasse parfois la fiction !

LES MOTS PRÉFÉRÉS

■ Le “Système”

« Le **système** veut que les Français s'épuisent face à la **mondialisation**. »

« Le **système** veut plus d'UE, parce qu'elle accélère l'**immigration**. »

« Si le **système** hésite entre François Fillon et Emmanuel Macron, c'est que tous deux représentent pour lui une assurance-vie. »

Marine Le Pen, discours à Châteauroux, 11 mars 2017

“Être contre le système”, “il faut changer le système”, etc. : une grande majorité de la population affirme cela aujourd'hui. Nous-mêmes, nous utilisons régulièrement cette expression dans nos mouvements et mobilisations. Mais c'est quoi le système ? La manière dont fonctionne la société ? Les médias, les politiciens, les riches ? De quoi, de qui parle-t-on ? Les populistes utilisent énormément ce terme parce qu'il est flou et qu'il permet de rassembler largement tous les déçus, de fédérer par une colère mal définie.

Voulons-nous faire de même, parler flou ? Soyons plutôt précis dans nos critiques et dans nos engagements. Quand nous voulons parler du fonctionnement capitaliste de l'économie, nommons-le. Quand nous voulons dénoncer les inégalités sociales ou l'évasion fiscale, utilisons ces mots-là. Quand nous voulons des impôts plus justes ou une sécurité sociale plus forte, soyons précis dans nos revendications.

■ “L'UE, les eurocrates de Bruxelles”

« Finie cette **Europe** dirigée par des **eurocrates** arrogants et non élus, incapables de régler les grands problèmes ou qui agissent à l'encontre de nos intérêts. »

Mischaël Modrikamen, Manifeste du PP, 2017

Les populistes détestent l'Union européenne. Comment critiquer celle-ci sans pour autant faire le jeu des nationalistes ? Peut-être simplement en faisant la part des choses et en évitant les généralisations abusives. Dénoncer les ravages de l'austérité, vouloir un renforcement démocratique, un contrôle des lobbies, une Europe sociale et fiscale, c'est différent de vouloir quitter l'UE ou de considérer que tout est mauvais dans l'Union européenne. Être radical pour changer l'UE, c'est sans doute plutôt construire un mouvement social européen fort que se retrancher derrière l'illusion de politiques nationales, voire nationalistes.

■ Les “médias”

« Viktor Orban, il est héroïque. C'est un leader admirable. Dans la crise des migrants, il a eu le courage de défendre les intérêts des Hongrois en reprenant le contrôle de ses frontières. Contre le parti des médias et des bureaucrates bruxellois. »

Steve Bannon, interview dans Le Vif, 7/02/2019

C'est un trait commun à tous les populistes : ils fustigent les médias “mainstream” ou “dominants” qui sont, selon eux, totalement à la solde du “système”. Il s'agit, comme toujours, d'une généralisation abusive.

Faut-il arrêter de critiquer les médias pour autant ? Certainement pas. Comment le faire ? Il faut certainement dénoncer tout ce qui peut perturber la déontologie du métier de journaliste, par exemple une trop grande concentration actionnariale, des conditions de travail instables, la recherche du profit par le scandale, etc. Mais il faut aussi dénoncer (encore plus fort) les médias de pure propagande inféodés au régime russe par exemple. Et saluer, en toutes circonstances, le travail sérieux que continuent de réaliser une grande proportion de journalistes, dans la presse traditionnelle comme dans la presse alternative.

■ Les “élites”

« Il se trouve que les revendications des classes populaires sont identiques partout sur la planète. Les gens ont compris que **l'élite** globale - que j'appelle le « parti de Davos » - a mis au point un système d'auto-protection à son bénéfice exclusif. »

Steve Bannon, interview dans Le Vif, 7/02/2019

L'opposition entre le peuple et les élites est au fondement du discours populiste. C'est en attisant la haine des élites que, par effet miroir, on séduit le peuple, on lui donne l'illusion d'une cohésion.

On peut comprendre ce ressentiment vis-à-vis des élites (politiques, médiatiques, culturelles, universitaires, etc.). Mais exciter cette rancœur de façon globale et indifférenciée, comme le font les populistes, c'est à nouveau trahir la réalité : de nombreux politiciens sont honnêtes, beaucoup d'artistes et d'intellectuels sont sensibles à des combats sociaux et s'engagent, etc.

DES POPULISTES...

■ Le “Peuple”

« *L'establishment* politique, verrouillé jusqu'à la moelle, les *médias* si souvent sourds aux réalités, les calomnies, les *lobbies*, en un mot les 'prétendues élites', ne nous arrêteront pas. »

« Nous sommes le mouvement du *Peuple*, pour le *Peuple* et avec le *Peuple*. Il vous appartient de décider sur les grandes questions. Pas aux politiciens élus. Place au *référendum*, à la consultation des citoyens. »

« Nous sommes donc des '*populistes*' ? OUI et nous le revendiquons comme une décoration, un hommage à notre action. »

Mischaël Modrikamen, Manifeste du PP, 2017

“El pueblo unido jamás será vencido”, le peuple uni ne sera jamais vaincu ! Quel beau mot ! “Ein volk, ein Reich, ein Führer”, un peuple, un État, un chef, proclamait une célèbre affiche nazie. Quel horrible mot ! Et entre le parti populaire, d'extrême droite, et les Équipes populaires, mouvement d'éducation permanente, c'est le grand écart !

Mais le peuple, ça veut dire quoi ? Pour les nationalistes, le peuple est une évidence, il est uni et national, ethnique ou culturel ; il est fondamentalement différent des autres peuples. Pour les progressistes, le peuple est une diversité, il est à construire, il est accueillant. Soyons conscients de ces deux conceptions opposées du mot “peuple”. Évitions d'utiliser ce mot de façon générale et excessive. Cf. pages 17-18.

■ Les illégaux, l'immigration

« L'une des priorités de notre gouvernement sera de consacrer moins de temps et d'argent aux **immigrés illégaux**. »

Matteo Salvini, Vicence, juin 2018

Autrefois, l'extrême droite s'acharnait sur les “étrangers”. Le vocabulaire a changé, aujourd'hui ce sont les “illégaux”, les “immigrés”, les “clandestins” qui sont stigmatisés. Depuis des décennies, de nombreux partis courent derrière l'extrême droite sur ce terrain. Ils lui ont laissé poser les termes du débat, considérant qu'elle posait les “bonnes questions”. Pour les mouvements sociaux et les progressistes, la question n'est-elle pas plutôt celle de faire en sorte que les migrations soient dignes, conformes aux Droits humains ?

■ Les ONG, les activistes

« Nous devons combattre un réseau international organisé. Des *médias* soutenus par des intérêts étrangers et des *oligarques* locaux, des *activistes* professionnels, des agitateurs, le réseau *d'ONG* financées par les spéculateurs internationaux, que le nom de George Soros résume et incarne. »

Viktor Orbán, Discours du 15 mars 2018

Pour l'extrême droite, les associations, les syndicats, les ONG, les activistes sont des parasites de la société, des représentants de la “pensée unique” qui empêchent le “peuple” de penser par lui-même. La droite classique reconnaît l'existence de ces corps intermédiaires, mais les écoute peu, les contourne, tend à les attaquer et à réduire leurs financements.

Quant à nous, évidemment, nous estimons qu'ils sont indispensables à la démocratie !

■ La “mondialisation”

« La mondialisation a énormément enrichi l'élite financière qui fait des dons de campagne aux politiciens... mais elle a mis des millions de travailleurs dans la pauvreté et le chagrin. »

Donald Trump, juin 2016

La mondialisation est présentée comme la menace principale dans les discours populistes. Cela peut faire écho aux positions de gauche qui ont toujours été opposées à la mondialisation néolibérale. Mais ne nous y trompons pas : dans la bouche de l'extrême droite, ce discours va de pair avec une vision identitaire et nationaliste, hostile aux migrant·e·s. Ceux qui luttent pour des politiques migratoires dignes sont traités de “mondialistes”.

Résister à la mondialisation néolibérale, qui exacerbe les inégalités et détruit les systèmes de protection sociale, c'est une priorité pour les mouvements sociaux. Mais cela ne peut se faire dans la confusion avec les discours nationalistes. Précisons toujours dans quel projet de société nous nous situons !

Guillaume Lohest



"IL FAUT CESSER DE PRATIQUER LE MÉPRIS DE CLASSE"

Vincent de Coorebyter, président du CRISP (Centre de recherche et d'information socio-politique), tire la sonnette d'alarme : rester sourds aux inquiétudes ou aux colères qui s'expriment, et attaquer frontalement le populisme et ses sympathisants sont les meilleurs moyens pour attiser le feu. Il décline les caractéristiques du populisme, les raisons de son succès et les conditions pour endiguer le phénomène autour de son chiffre préféré : le quatre...

■ **Contrastes : Le populisme est un des mots les plus flous du langage politique. Pour vous, cela reste-t-il un concept pertinent pour analyser ce qui se passe aujourd'hui ?**

□ **Vincent de Coorebyter :** C'est un concept pertinent si on l'utilise dans un sens strict, si on ne qualifie pas de populisme toute idée alternative ou radicale pour la disqualifier. Mais il y a des définitions plus précises qui sont pertinentes si on évite des confusions. A mon sens, il y a deux confusions à éviter. Le populisme, ce n'est pas l'extrême droite pure et simple, même s'il y a souvent dans les partis populistes un petit noyau issu de l'extrême droite. Ce sont des mouvements politiques qui se veulent démocratiques et qui ne militent pas pour une sortie de la démocratie. Il faut prendre acte de cet élément. D'autre part, à mes yeux le populisme, ce n'est pas l'équivalent du type de la Turquie, de la Pologne, de la Hongrie actuelle (souvent, on les englobe à tort), qui me paraissent être des régimes ouvertement autoritaires, qui passent par l'élection parce qu'il le faut mais sans en assumer la logique démocratique, avec une base religieuse et/ou nationaliste très forte. Et en réalité, une volonté de basculer en dehors du champ démocratique. J'éviterais donc ces deux confusions et je ne ferais donc pas l'amalgame entre le populisme et ces régimes-là.

Quatre caractéristiques

Ma définition du populisme tient en quatre caractéristiques. Le populisme suppose un appel au **peuple mythifié**, homogène et vertueux ; un **anti-élitisme** envers les décideurs qu'on

oppose au peuple et qui sont corrompus, indifférents, méprisants, centrés sur leurs propres intérêts ; un **leader charismatique**, démagogique qui utilise un style rhétorique, un langage simpliste qui essaye d'amener les foules avec lui. Et enfin, une **critique du processus de la décision démocratique** jugé trop complexe avec ses commissions consultatives, ses experts, ses procédures lentes, auquel le populisme oppose une action immédiate, forte, simple.

Ces caractéristiques sont la base transhistorique qu'on observe déjà aux 19^e et 20^e siècles. Si on veut préciser ce qu'est le populisme aujourd'hui, je pourrais donner la définition suivante : c'est à la fois une idéologie et un type de pratique politique qui tente d'instaurer un nouveau clivage politique (eux-l'élite, nous-le peuple) pour revenir à un monde perdu, au moyen de procédés simples, court-circuitant les processus complexes de la décision.

La définition générale du populisme couvre donc une série de réalités communes sauf qu'elle dissimule une différence essentielle. Le populisme de gauche se situe dans un système de pensée binaire, clivant : eux (l'élite) et nous (le peuple). Tandis que le populisme de droite se situe dans une pensée ternaire : eux (l'élite), nous (le peuple), et les autres : les étrangers, les noirs, les musulmans, les terroristes et éventuellement un certain nombre de minorités variables d'un pays à l'autre (les femmes, les homosexuels, les parasites sociaux, etc.) Il ne faut donc pas se laisser enfermer dans une définition du populisme comme un clivage binaire.

Quatre raisons du succès

■ Comment expliquer le succès récent des partis populistes dans une série de pays ?

□ Je pointerais quatre grands facteurs, mais la liste n'est pas exhaustive. D'abord, le populisme est une réaction à une donnée nouvelle qu'est l'**immigration**, qui devient visible à partir des années 70-80 car elle concerne des populations extra-européennes perçues comme des cultures radicalement différentes et comme une menace pour l'identité nationale, pour l'homogénéité du peuple, pour le respect de notre système de valeurs. Qu'on le veuille ou non, il y a une corrélation étroite entre la diversification du phénomène migratoire et la montée des partis populistes.

C'est un facteur majeur, très bien illustré en Belgique par le fait que le Vlaams Blok végétait tant qu'il n'était qu'un parti indépendantiste flamand. Quand il a commencé à agiter le thème de l'immigration et de l'insécurité à la fin des années 70, il fait ses premiers succès électoraux. Même phénomène en France avec le FN.

Deuxième élément ; le populisme est fondamentalement patrimonial. C'est un système de **préservation des acquis**, de réaction face au risque de perdre, dans toutes les couches sociales. Dans le milieu populaire en précarité sociale et financière et en présence de nouveaux arrivants, on tente de préserver ce qu'on a. Mêmes types de réactions dans des classes moyennes, qui ne sont pas directement affectées par le phénomène migratoire mais qui craignent de l'être un jour. Et il y a aussi un réflexe de protection patrimoniale dans les couches supérieures. Dans les partis populistes, il y a toujours des noyaux de grande bourgeoisie qui embrassent le populisme pour des raisons fiscales ou de protectionnisme économique. Cette dimension patrimoniale de préservation d'un acquis qu'on considère comme menacé est fondamentale.

Un troisième facteur, c'est l'**inefficacité évidente du système démocratique**, avec une série de défis qui ne sont pas réglés depuis deux décennies et qui donnent le sentiment qu'il faut radicalement changer la manière de gouverner - et même changer la classe gouvernante. Parce qu'on n'a pas réglé certains conflits internationaux, ni la régulation du commerce, ni la question environnementale, ni la mobilité, ni les inégalités, ni l'emploi, etc. Ça pèse lourd.

Et le quatrième élément, c'est l'impression d'un

mépris de certaines élites politiques, sociales, intellectuelles, médiatiques, scientifiques envers les colères et les détresses des composantes de la population qui ont l'impression d'être oubliées, méprisées par une élite qui n'admet pas l'expression de sa sensibilité. Et donc on va mythifier cette sensibilité parce qu'on a l'impression qu'elle est complètement balayée ou méprisée par les élites. C'est une composante très visible dans le mouvement des Gilets jaunes en France.

■ Vous ne qualifiez pas le PTB de parti populiste ?

□ Non. Il emprunte quelques éléments de la rhétorique populiste, il joue aussi sur le *Eux* ►

LA WALLONIE ÉPARGNÉE PAR LE POPULISME ?

"Elle est épargnée par le populisme. Mais les enquêtes montrent que sur les sujets sensibles sur lesquels le populisme prospère, les Wallons ne sont pas différents des Flamands ! Je suggère une explication parmi d'autres.

En Wallonie, il y a un travail intensif de **tissage de liens sociaux**. Je pense que c'est un facteur majeur. Auparavant, en France, les liens sociaux, c'étaient l'Eglise et le Parti communiste. Maintenant, c'est le FN qui a pris le relais avec un relatif succès. En Flandre, on a regardé de haut le système des permanences sociales qui maintenaient un lien de proximité entre les mandataires politiques et la population, et on les a remplacés par la "Goed bestuur", la bonne gouvernance qui doit être une affaire de professionnels qui savent comment manager un pays sans être en contact avec le peuple. En Wallonie, dans les sphères socialistes mais pas uniquement, on a maintenu des pratiques de permanence sociale, une présence de proximité dans les villages et petites villes, un tissu associatif très dense et très ouvert, une forme de simplicité et d'absence de sentiment de supériorité, une facilité à aller au contact, à s'exprimer simplement. On pense à un célèbre ministre wallon porté sur la bouteille et dont le peuple se sentait très proche... Je suis persuadé que ces aspects-là sont fondamentaux.

A quoi s'est ajouté en Wallonie un **cordonsanitaire politique et médiatique** qui a pesé sur les votes. Cela nous distingue de nos deux voisins les plus proches, la France et la Flandre. Au milieu des années 90, cela a effacé de la carte visible des partis d'extrême droite, qui en plus étaient inefficaces, désorganisés et divisés. Le fait de les avoir ostracisés y a contribué. Je ne prétends cependant pas que le cordon sanitaire n'a que des vertus, car il laisse des sujets dans l'ombre, ce qui risque d'entretenir des fantasmes et des rumeurs sur internet.

J'ajouterais par provocation que la **montée du PTB**, avec sa nouvelle stratégie de mettre le drapeau marxiste-léniniste en poche et de retourner au contact de la population avec un discours plus simple, moins idéologique, qui part des réalités du terrain (chômage, santé, pouvoir d'achat... mais pas d'immigration), cela a dû contribuer à ce que ces voix populaires n'aillent pas vers l'extrême droite."



(les élites déconnectées) et *Nous* (le peuple de gauche). Il a eu quelques moments de “dégagisme politique”, mais c’est relativement superficiel. Son succès vient d’abord de son contact avec les couches populaires. Le PTB est bien conscient de l’ampleur des difficultés vécues, et il veut se concentrer sur cette problématique.

Il se tait sur les problématiques migratoires parce qu’il n’a pas envie d’être interrogé là-dessus, il ne parle pas trop de questions environnementales parce qu’il estime que les classes populaires ont déjà assez de soucis avec leurs fins de mois, et sont des sources de contraintes supplémentaires. Il se concentre sur des questions socio-économiques patentes, et ça sert d’antidote puisque ce qui nourrit une partie du populisme, c’est cette précarité ressentie.

Le maillage social d’une part, l’étouffement de la parole populiste ou d’extrême droite, et une nouvelle offre politique (le PTB) qui est arrivée à un bon moment expliquent donc le peu de succès du populisme en Wallonie. Si les Gilets jaunes n’ont pas pris l’ampleur qu’ils ont eu en France, ce sont principalement pour ces raisons.

■ **Vous avez parlé du populisme binaire et ternaire. Le populisme de gauche, théorisé par Chantal Mouffe se situe dans l’antagonisme binaire “eux - nous” dont le PTB, la France Insoumise en France ou Podemos en Espagne s’inspirent. Est-ce une tentative de réponse au populisme de droite ?**

□ C’est sûrement une tentative de réponse. Mais je ne crois plus trop à son efficacité. Depuis plusieurs mois, elle bute sur ses limites. D’abord parce que le populisme de gauche ne rentre pas dans la logique ternaire, c’est-à-dire la diabolisation des “autres”. Or, c’est beaucoup plus efficace quand on peut faire comme les populistes de droite, à savoir taper sur les élites mais aussi sur un ennemi extérieur tel que les étrangers, l’Europe, les médias. Dans le cas de Mélenchon, il s’en prend régulièrement aux médias et à l’Europe, mais ça ne fait pas le poids. Ensuite, parce qu’il me paraît illusoire de réunir dans un même combat politique tous les opprimés et les catégories minoritaires. Un *Nous* ultra-majoritaire qui se lèverait contre *Eux*, l’élite. Illusoire parce que les composantes sociales, les vécus ne sont pas du tout les mêmes. Quand Chantal Mouffe dit très sérieusement qu’elle va pouvoir coaliser toutes les minorités sexuelles avec les musulmans, je ne vois pas comment il est possible ne fût-ce que les faire dialoguer, alors qu’ils ne sont d’accord

sur rien, pas même sur des enjeux vitaux pour les uns et les autres. J’ai l’impression qu’on court derrière un fantasme. Le populisme de gauche me semble être une construction intellectuelle qui ne mord pas sur la réalité. Mais cela ne remet pas en question la pertinence d’une convergence des luttes qui peut s’opérer sur des bases plus simples et plus massives.

Quatre conditions pour l’endiguer

■ **Peut-on espérer une sortie du populisme dans les prochaines années ? Quelles sont les conditions pour l’endiguer ?**

□ Il n’y a pas de fatalisme en histoire, mais on évitera de ne le voir se généraliser qu’à certaines conditions. J’en identifie quatre. Tout d’abord, il faut **oser aborder des sujets tabous** que seul le populisme ose aborder, et de manière plus intelligente et plus subtile. Si on lui laisse le monopole de la prise de parole sur des sujets qui dérangent, on risque de préserver sa puissance. La thématique de l’immigration dans ses différentes facettes en est un des principaux.

Un deuxième élément, et on le voit en France depuis quelques mois, c’est qu’il faut **savoir prendre en compte les colères et les angoisses, les ressentis** même quand ils s’expriment sous une forme brute, caricaturale, mal documentée. Ces ressentis doivent être pris en compte, ce que ne font pas spontanément les responsables politiques.

Une troisième condition, c’est qu’il faut **entendre la demande de protection économique, sociale**, notamment face au phénomène migratoire là où il peut être légitimement perçu comme potentiellement menaçant, avec ses conséquences sociales qu’il faut entendre. Et il faut avoir des réponses concrètes et ne pas se contenter de dire “on gère ça”.

Le quatrième élément fondamental, c’est qu’il faut **cesser de pratiquer le mépris de classe**. Le monde politique, les élites sociales, économiques et intellectuelles ont de plus en plus tendance à un “entre-soi”, à un regard surplombant et péjoratif à l’égard des sensibilités populaires. Si on les regarde de haut en les dénigrant, on n’entend pas les exigences qu’elles tentent d’exprimer et on renforce le populisme de manière mécanique.

Je suis persuadé que Trump peut attribuer une partie de sa victoire à la violence avec laquelle Hillary Clinton a traité son électorat potentiel. C’est le vote d’une Amérique profonde qui n’a pas admis qu’on disqualifie un

candidat (Trump), qui pour une fois exprimait ses colères et ses inquiétudes profondes, en le jugeant indigne de gouverner. Mécaniquement, il devait faire 25% des voix (l'Amérique blanche et mâle). S'il en a fait 50%, c'est en partie parce que la riposte à sa campagne agressive a été très mal gérée. Il est urgent de sortir d'un traitement moral du populisme, qui à mon sens est contreproductif.

■ Quel rôle les partis politiques et les mouvements sociaux peuvent jouer ?

□ Il y a une foule de réponses possibles, mais il faut avant tout se décider à prendre le problème à bras-le-corps. Ce qui n'a pas encore été le cas. Pour moi, il ne faut pas disqualifier le populisme comme étant un dévoiement de l'esprit. Si la réponse politique et médiatique en reste là, on fait fausse route car elle ne fonctionnera pas. Ce n'est pas une vague passagère ou un délire dont on va sortir simplement en dénonçant l'immaturité intellectuelle ou morale de l'électorat populiste. Cela me paraît essentiel. Cela signifie qu'il faut partir des réalités qui s'expriment et rester au contact des fragments de populations, qui ne sont pas nécessairement les plus modestes mais qui voient dans le populisme un espoir de prise en compte de leurs inquiétudes.

Je ne veux pas nier l'intensité de certains réflexes xénophobes, mais je pense qu'il y a très peu de xénophobes heureux et sereins. Beaucoup de gens votent pour des partis populistes pour exprimer une colère ou un ras-le-bol, pour pousser les autres partis à changer d'attitude. Ils utilisent les populistes comme aiguillons. Je pense qu'il y a des espaces de transformations des mentalités. Mais ce ne sera possible que si on part de ce que les gens pensent, vivent, ressentent.

Disant cela, je crains que les médias soient peu efficaces parce qu'ils ne sont plus des interlocuteurs légitimes et crédibles pour une partie de la population. Les journalistes ont tendance à prendre le populisme frontalement, dans une sorte de dénonciation moralisatrice. Je crois beaucoup plus à l'efficacité du tissu associatif, de l'éducation permanente, c'est-à-dire un travail où on prend les personnes où elles sont, comme elles sont, en groupes, en commençant par leur donner la parole, en leur permettant de se retrouver entre elles, de se sentir enfin prises en considération, en pouvant progressivement déconstruire des stéréotypes, des angoisses, et en co-construisant des alternatives au populisme. Dans le temps court du

discours médiatique, je crains que ce soit trop frontal et inopérant. Dans le temps long et le travail collectif de l'éducation permanente, je pense qu'il est possible de faire changer d'option un certain nombre de personnes.

Interview réalisée par Paul Blanjean et Guillaume Lohest

UN AVIS TRANCHÉ SUR NOTRE CAMPAGNE !

Dans la foulée de la conclusion de l'interview, nous avons demandé Vincent De Coorebyter ce qu'il pense de notre campagne de sensibilisation et du message des trois affiches [ndrl : voir pages 12-13]. Sa réponse a été sans ambiguïté : il n'apprécie pas !

"Personnellement, je trouve qu'elle est mal embarquée ! Je n'aurais pas pratiqué de la même manière car elle a un ton dénonciateur et moralisateur.

L'affiche "Gavage simpliste" peut être très efficace, car la question du simplisme des idées et du langage populiste est effectivement un enjeu majeur, de même que l'idée du gavage illustrant une propagande massive.

Quant aux deux autres, je suis très circonspect. Concernant celle de la "Nausée raciste", il y a le risque d'une disqualification morale et injuste : "Vous êtes tentés par la soupe populiste, vous êtes donc forcément racistes". Il faut pouvoir accompagner un slogan de ce genre pour ne pas couper la communication avec des personnes qui diraient "puisque je suis considéré comme un raciste, je n'ai pas envie de parler avec ces gens qui me jugent et me méprisent".

La "Diarrhée fasciste", honnêtement je ne l'aurais jamais adoptée. A la fois parce que la diarrhée est une métaphore violente et que je crains que ce soit totalement improductif. Et l'accusation de fascisme de l'électorat est totalement à côté de la plaque. Qu'il y ait dans les partis populistes, un noyau fondateur d'authentiques fascistes, on le sait et on les connaît. Mais ce n'est certainement pas le cœur des motivations de l'électorat.

Mais je ne prétends pas avoir plus raison que les autres et je reconnais que j'ai un point de vue un peu dissonant sur le populisme. Parce qu'au lieu d'être engagé sur la voie de l'indignation et de la riposte frontale, je considère que les modes d'expression de la population en démocratie doivent être tenus pour légitimes a priori. Les gens ne descendent pas dans la rue et ne sont pas en colère sans aucune raison."

Voilà qui a le mérite de faire réfléchir à la manière de mener campagne sur un sujet aussi "épidermique" que le populisme. Nous en prenons acte et tenterons, comme nous le faisons en éducation permanente, de joindre le temps long du débat à celui de la provocation...



Gavage simpliste : le propre de tout populisme

Imaginons que le premier élément de cette affiche, c'est quelqu'un qui crie. Une personne déçue, en colère, dans le désarroi. Comme de nombreuses personnes aujourd'hui qui ont perdu confiance en l'avenir, qui ne voient pas de solutions à leurs problèmes quotidiens (chômage, pauvreté) ou aux multiples problèmes économiques, sociaux, écologiques que nos démocraties ont été jusqu'ici incapables de régler. Observons maintenant le sachet déversé dans la bouche de la personne qui crie.

Le propre du populisme est de faire miroiter des propositions simplistes à une population dont la colère est souvent légitime. Propositions simplistes qui peuvent être, par exemple : quitter l'Union européenne, expulser les immigrés hors du pays, sortir de l'euro, fermer les frontières,

etc. Il peut également s'agir de slogans : « Qu'ils dégagent tous ! », « Tous pourris ! », « Pour le peuple », « Remettre de l'ordre »...

Ce que nous voulons dénoncer dans cette campagne, ce n'est évidemment pas le sentiment de colère ou de déception des gens, mais le mensonge qui consiste à faire croire que les choses pourraient être réglées simplement. On ne fait pas de la politique avec des idées toutes faites. En outre, nous pensons, dans la tradition de l'éducation populaire, que l'idée de démocratie implique de construire des projets, des revendications, des mobilisations collectivement à partir de la base, en confrontant nos opinions et nos vécus. C'est tout l'inverse du « gavage simpliste » auquel se livrent les populistes en instrumentalisant la colère populaire.

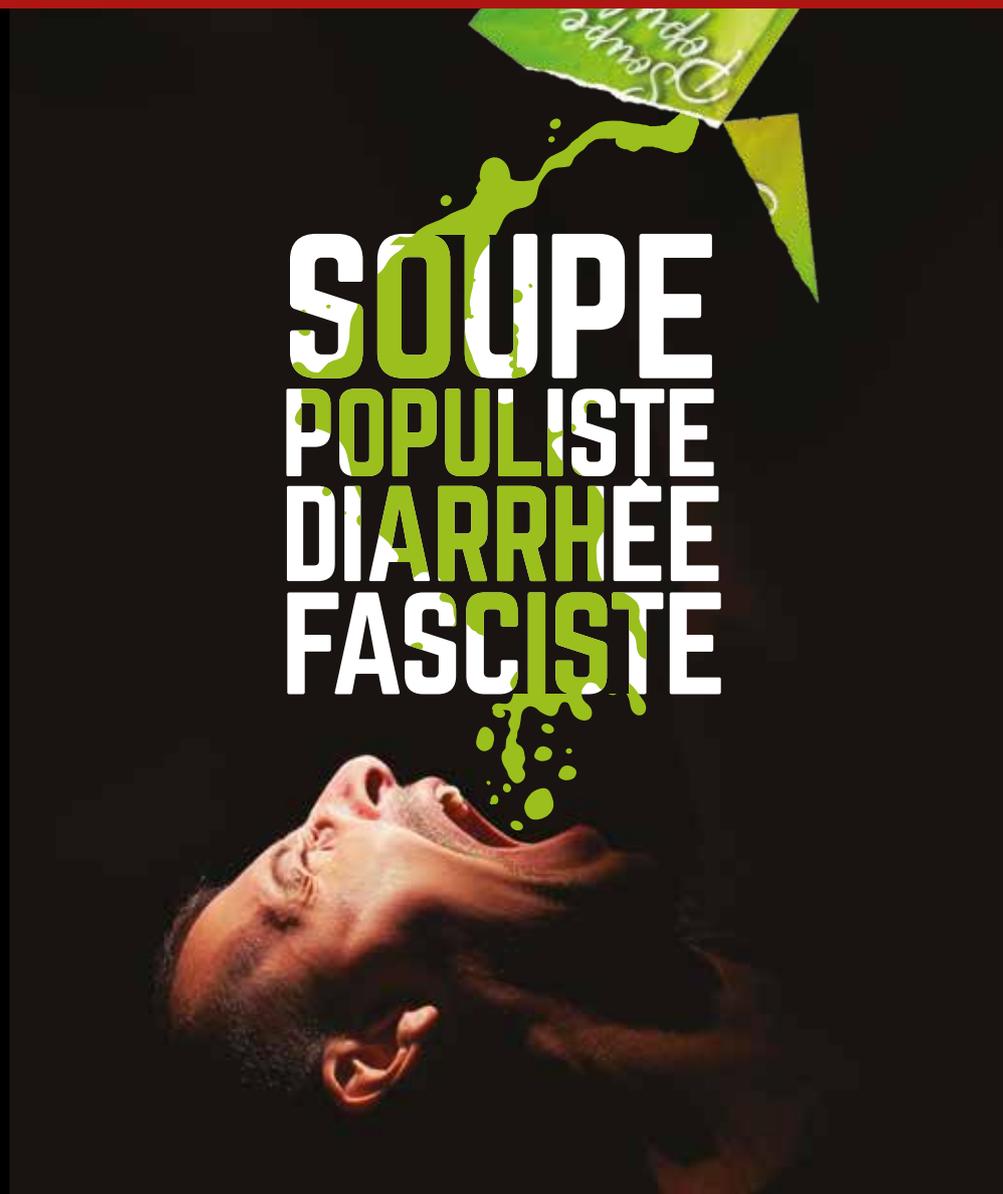


Nausée raciste : la tendance

Tous les populistes ne sont pas racistes, bien sûr. Tous leurs électeurs non plus ! Mais si l'on retient les succès électoraux récents de populistes notoires, force est de constater que, bien souvent, les populistes qui gagnent sont des populistes nationalistes et identitaires. Donald Trump aux USA, Jair Bolsonaro au Brésil, Matteo Salvini en Italie : tous sont racistes (bien que, comme tous les racistes, ils s'en défendent et le camouflent sous des arguments fallacieux). Désigner les étrangers - ou les personnes d'origine étrangère - comme responsables des problèmes de société, c'est un mécanisme typique de simplification.

Mais un populisme de gauche, ouvert et accueillant, n'est-il pas envisageable ? Comment expliquer que les populismes nationalistes semblent plus « efficaces »

POUR DIRE QUOI ?



ce qui l'emporte

pour gagner les batailles électorales ? Sans doute précisément parce que la notion de “peuple” est centrale. Or, l'être humain est ainsi fait qu'il a tendance à avoir besoin, pour s'identifier à un groupe, à un “peuple”, de désigner qui n'en fait pas partie, qui doit en être exclu. C'est ce que le philosophe Jacques Derrida appelait le principe de l'extériorité constituante.

Les discours populistes qui mettent en avant un ennemi “extérieur” (presque toujours les étrangers, les migrants, les musulmans) sont donc - hélas - plus efficaces d'un point de vue anthropologique que les stratégies populistes qui misent uniquement sur une opposition avec les élites ou la construction de convergences entre différents groupes sociaux.

Diarrhée fasciste : un risque qui doit le rester

Cette affiche peut choquer. Elle est provocatrice. Nous espérons, d'ailleurs, que la réalité lui donnera tort, que les populismes d'aujourd'hui ne mèneront pas nos sociétés à des régimes carrément fascistes. C'est-à-dire : à des régimes totalitaires qui sortiraient tout à fait de la démocratie, supprimeraient les libertés individuelles et collectives au nom d'un idéal supérieur quasi religieux. Soyons clairs : les gouvernements populistes qui s'imposent aujourd'hui (Brésil, USA, Italie, Hongrie...) ne sont pas de cet ordre et nous espérons qu'ils ne le deviendront jamais. Mais il nous semble important de pointer que ce risque existe.

Nous traversons une époque incertaine, marquée par un immense ressentiment collectif et une absence de perspectives,

probablement la fin d'un modèle. Comme le disait le philosophe communiste Antonio Gramsci : *“Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.”*

Le fascisme, au vingtième siècle, n'est pas apparu par addition de personnes fascistes. Il est plutôt le résultat d'époques bouillonnantes qui ont succédé à des crises socio-économiques graves. L'urgence et l'émotion liées à l'ampleur des problématiques sociales, évidemment légitimes, ne sont pas immunisées contre les tentations de solutions expéditives voire autoritaires. Il ne s'agit que d'un risque. Soyons vigilants pour éviter que les thématiques sociales puissent fusionner avec l'idéologie et le repli nationalistes.

APRÈS TINTIN EN AMÉRIQUE, LA CROISADE D'UN YANKEE EN EUROPE

Il s'appelle Steve Bannon. Ancien conseiller de Donald Trump, il est tombé amoureux de l'Europe au point d'accepter régulièrement l'invitation d'un riche avocat belge dans sa villégiature bruxelloise et de « se recueillir » dans un monastère italien. Il a la ferme intention d'y rencontrer ses amis britanniques, hongrois, italiens, français et autres, si affinités. Vient-il sur le Vieux Continent par amour des vieilles pierres ou pour sa gastronomie réputée ? Hélas non. En toute modestie, il s'est donné comme mission de sauver l'Europe en perdition, menacée par les Elites de Bruxelles ennemies du Peuple et l'invasion arabo-musulmane. Bref, un vrai retour au temps des croisades.... Va-t-il gagner son pari le 26 mai ?

Steve Bannon, 66 ans, est issu d'une famille ouvrière catholique américaine. Un « touche à tout » qui a roulé sa bosse comme officier dans la marine, homme d'affaires dans le milieu bancaire, producteur de cinéma, patron du célèbre média d'extrême droite *Breitbart News*, directeur de campagne électorale de Donald Trump, entre autres. Voilà pour son CV. Pour les idées, c'est clairement un conservateur pur jus, proche de l'Alt-right américaine et des suprémacistes blancs.

Une villa à Bruxelles, un monastère en Italie

Après avoir été « gentiment » remercié par Trump, cet aventurier avide de gloriole rêve d'exporter ses idées racistes, nationalistes, simplistes dans la Vieille Europe qu'il estime être en perdition à cause de l'invasion arabo-musulmane et des diktats de Bruxelles.

En 2018, notre Yankee rencontre un petit Belge qui avait créé récemment une fondation appelée « Le Mouvement », afin de permettre une collaboration entre les mouvements et partis populistes et nationalistes d'extrême droite en Europe. Ce petit Belge n'est pas reporter comme Tintin, mais avocat d'affaires et s'appelle... Mischaël Modrikamen, connu pour avoir défendu les petits actionnaires de Fortis lors de la bérézina financière de 2009, et fondateur du Parti Populaire en 2008, dont il est l'actuel président.

L'ambitieux Bannon voit en Modrikamen l'opportunité d'installer son QG européen dans

la somptueuse villa que ce dernier possède à Bruxelles, et d'avoir un bras-droit pour mener sa croisade en Europe. Son but affiché est de prendre d'assaut les institutions européennes en renforçant et en coalisant les partis populistes et/ou d'extrême droite, viscéralement eurosceptiques. La date de l'assaut final pour sa première bataille est fixée au 26 mai, jour des élections européennes.

« Avec « The Movement », je veux contribuer à construire l'infrastructure d'un mouvement national-populiste, partout où c'est possible. Ma motivation est simple : je viens d'une famille de la classe ouvrière. Mais j'ai gagné assez d'argent dans ma vie pour faire ce que je veux. Je pourrais voyager sur un bateau. Mais je consacre mes journées à la politique. The Movement est un réseau qui organise des conférences, des ateliers, des rencontres. En janvier, j'ai reçu ici l'équipe du président brésilien Jair Bolsonaro. Une semaine plus tôt, c'était celle de l'Italien Matteo Salvini. Notre point commun ? Nous voulons redonner la parole aux travailleurs. J'ai toujours considéré que la classe populaire était la colonne vertébrale de la société, qu'il s'agisse des Etats-Unis, de l'Égypte, du Brésil ou des pays européens. C'est pourquoi je me sens si proche du capitaine Bolsonaro, de Viktor Orban, de Marine Le Pen », a-t-il déclaré dans une interview accordée au *Vif L'Express* le 7 février dernier.

En septembre dernier, Bannon et Modrikamen ont rencontré le ministre italien Salvini pour qu'il se rallie à leur initiative. « Il est avec nous ! », avait twitté un Modrikamen triomphant à la sortie de leur rencontre à Rome.¹

Dans la foulée, Salvini a expliqué que « les élections européennes du printemps 2019 représentaient une occasion de changement historique et la dernière occasion de sauver l'Europe [...]. Nous travaillons pour être le premier groupe parlementaire européen et oublier la triste parabole socialiste qui a porté chômage et insécurité ».

Mais Bannon se sent à l'étroit dans sa « war-room » bruxelloise... et est tombé amoureux de l'Italie et de Salvini (tiens tiens !), tout comme son ami anglais Harwell, un ancien attaché parlementaire européen et fondateur de



l'Institut pour la Dignité Humaine, « un cercle de réflexion catholique ultra-conservateur créé pour défendre les valeurs judéo-chrétiennes de l'Occident² ». Ensemble, ils viennent de louer l'ancien monastère de Trisulti près de Rome (propriété publique du ministère italien de la Culture) pour y installer dès l'été 2019 « une académie pour la défense de l'Occident judéo-chrétien, avec les 200 premiers étudiants-guerriers venant y apprendre les règles du populisme, afin de créer une nouvelle génération des souverainistes et régénérer une civilisation occidentale menacée par l'Islam en particulier ». Il s'agit donc bien d'une croisade dont la première étape - celle des élections européennes - n'est que la première bataille...

Renverser l'échiquier

En appui à cette stratégie personnelle d'un conquérant ambitieux se trouve une nébuleuse de milliardaires américains, moins connus mais tout aussi influents, qui financent la déstabilisation des démocraties européennes (voir encadré : « Les amis de Bannon ») en finançant des médias qui diffusent des fake news ou des instituts de sondage pour influencer le résultat de certaines élections.

Quel est l'intérêt de l'ultra-droite américaine dans cette vaste et surnoise opération ? « *Ce que Salvini, Orbán et Le Pen veulent*, déclarait Bannon dans son interview au Vif L'Express, *c'est l'opposé exact de Macron. Lui veut davantage d'intégration politique, économique, budgétaire, financière, avec pour résultat les délocalisations et la baisse du niveau de vie. Nous autres, populistes, prônons un retour à la centralité de l'Etat-Nation, qui s'appuie sur le nationalisme économique. La capitale de la France doit être Paris, celle de l'Italie Rome, et non Bruxelles ou Davos. Une confédération d'Etats-Nations robustes sera plus forte que l'Union européenne*

actuelle. Je crois qu'un nouvel ordre mondial se dessinera, avec une alliance de coopération au sein du monde judéo-chrétien, avec Israël, la Russie, l'Europe et les Etats-Unis. »

Il est donc clair que Bannon et ses amis américains n'investissent pas leur argent et leur

LES AMIS DE BANNON

Steve Bannon soutient de nombreuses personnalités ou mouvements de droite populiste radicale et d'extrême droite en Europe.

Le Front national français, le Parti pour la liberté néerlandais, l'Alternative pour l'Allemagne, le Parti de la liberté d'Autriche, ainsi que le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni britannique, le parti Ligue du Nord en Italie, le Fidesz-Union civique hongroise de Hongrie, les Démocrates de Suède, l'Union démocratique du centre suisse, les partis belges Vlaams Belang et Parti populaire, le parti des Vrais Finlandais, le parti espagnol Vox. Mais aussi le Likoud israélien et le président brésilien Jair Bolsonaro, qu'il a conseillé pour la propagation de fake news sur les réseaux sociaux lors de sa campagne électorale.¹

D'autres riches américains cherchent également à déstabiliser l'Europe et y promouvoir des idées d'extrême droite.

Parmi eux, Robert Mercer et sa fille qui, grâce leurs dons, ont contribué à l'avènement de D. Trump. Leur intrusion en Europe se fait notamment via le financement de l'Institut Gatestone, un think tank néoconservateur qui publie des articles dans de nombreuses langues européennes. Ils ont également investi dans la société Cambridge Analytica, qui a contribué à influencer les votes en faveur de Trump et du Brexit. Le milliardaire Robert Shillman finance quant à lui de très nombreux projets et publications internet anti-islam, et est un important soutien du chef de file de l'extrême droite néerlandais Geert Wilders. L'agence de communication texane Harris media a quant à elle travaillé pour les campagnes électorales de l'extrême droite allemande et pour le FN français.

1. https://fr.wikipedia.org/wiki/Steve_Bannon

► temps en Europe pour faire du tourisme, mais pour renverser la table des équilibres mondiaux après avoir réussi à installer Trump à la Maison Blanche. Pas sûr qu'ils pourront mettre leurs plans à exécution, mais la menace doit être prise au sérieux car les populistes gagnent du terrain dans la grande majorité des pays européens.

La crise de l'accueil des réfugiés à partir de 2015 est une des causes de la montée du populisme en Europe, mais elle n'est pas la seule. Le populisme représente une force politique non négligeable dans certains pays depuis les années '80. Pour Jean-Yves Camus, « *certaines partis d'extrême droite, dont le FN en France, ont commencé à profiter à la fois de la crise économique qui touchait les classes populaires, et de la transformation des sociétés européennes dans le sens du multiculturalisme. Une partie des électeurs n'a pas accepté cette évolution* »³. Selon lui, la vague migratoire qui commence en 2015 amplifie le populisme identitaire, mais elle n'en est pas la cause principale. « *C'est la transformation du*

multiculturalisme à un moment où l'Europe perd son hégémonie culturelle, sa force économique et politique, où le récit européen produit par les institutions européennes n'accroche plus, ne mobilise plus [...]. Les populistes identitaires n'ont rien créé, ils ont prospéré sur les renoncements de leurs adversaires ».

A la récession économique et à la soi-disant crise des réfugiés, le politologue Cas Mudde avance une troisième raison à la montée des populismes : la transformation des partis non populistes en partis populistes (le Fidesz en Hongrie, Droit et Justice en Pologne par exemple).

Vers une union sacrée des populistes ?

Doit-on dès lors se préparer à un raz-de-marée populiste au scrutin européen du 26 mai ? Selon les sondages, les partis anti-UE pourraient rafler jusqu'à un tiers des sièges.

Heureusement pour l'édifice européen, Bannon n'a pas encore réussi à fédérer les partis populistes pour créer un groupe politique homogène en vue des élections (ceux-ci sont répartis dans plusieurs familles politiques). Et d'ailleurs, ses amis européens ne sont pas tous chauds à l'idée d'abandonner leurs spécificités nationales... « On n'est pas nationaliste pour rien ! ». Même le Hongrois Viktor Orban a tenu à rester arriéré au groupe libéral du PPE car s'il critique ouvertement l'UE, il veut cependant continuer à profiter de ses largesses financières... Selon de nombreux observateurs, la croisade de Bannon ne se passe donc pas aussi bien qu'il ne l'avait imaginé, car plusieurs dirigeants nationalistes l'ont poliment boudé, estimant « *qu'il ne vient pas d'un pays européen* » (Marine Le Pen), « *qu'il n'est pas sur le radar et qu'il semble chercher l'argent* » (un responsable du parti italien La Lega), « *qu'il est entré en collision avec le mille-feuille qu'est l'Europe* » (un responsable de l'EFDD). Même son ami Modrikamen a admis à Politico que « *Bannon a été un peu trop optimiste* ». Même si la croisade de Bannon devait s'arrêter en chemin parce qu'il ne parvient pas à fédérer les partis populistes entre eux, il continuera à diffuser le récit de son épopée auprès de l'électorat européen. Et le récit, c'est un des points forts des populistes...

Monique Van Dieren

L'ITALIE : UNE "PEUPLECRATIE" ?

Dans un ouvrage récemment publié en français, l'historien français Marc Lazar et le politologue italien Ilvo Diamanti s'interrogent sur l'évolution de nos démocraties. Considérant l'Italie non pas comme une exception dans le paysage européen, mais comme un laboratoire de ce qui pourrait se diffuser ailleurs, ils y observent le développement d'une nouvelle forme de régime démocratique qu'ils appellent "peuplecratie". L'alliance des deux populismes, celui d'extrême droite (*La Lega* de Matteo Salvini) et celui plutôt de gauche du Mouvement *Cinque Stelle*, précipite cette évolution. Toutefois, précisent les deux auteurs, « *La peuplecratie résulte d'un double processus. D'une part, l'ascension des mouvements et partis populistes ; de l'autre, par effet de contamination, la modification des fondements de nos démocraties.* »

De quoi s'agit-il ? Lazar et Diamanti décrivent trois aspects principaux qui caractérisent ce qu'ils appellent "peuplecratie". Le **premier** est la personnalisation des institutions et des systèmes de gouvernement. Par exemple, on réduit le gouvernement italien à la figure de Salvini, et le gouvernement français à celle de Macron. Le **second** trait caractéristique de la peuplecratie est la transformation des canaux de communication : tout est accéléré, quasi instantané. Ce que les auteurs appellent une forme de démocratie "immédiate". Le temps de l'élaboration, de la concertation, de l'explication est écrasé. Enfin, **dernier** trait marquant : « *le fait que tous les acteurs politiques s'adaptent au langage et aux revendications des populistes. Pour les contrecarrer, pour neutraliser leur charge, on tend, souvent, à les imiter.* »

Ilvo Diamanti & Marc Lazar, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, Gallimard, 2019.

1. *Le Vif L'express*, 08/09/2018.

2. Info TV5 Monde, *Montée des populismes en Europe*, 17 mars 2019.

3. *Comment expliquer le retour fracassant des populismes*, Les Inrocks, 03/09/2018.



LE PEUPLE ? NE M'EN PARLEZ PAS !

Le peuple est une notion polémique et plurielle. Dans la bouche des uns et des autres, il n'a pas la même signification, ce qui peut mener à de grandes confusions. Mais faut-il pour autant renoncer à l'utiliser ?

Quand le peuple se soulève et fait la révolution, on le reconnaît. Ainsi en juillet 1789 en France, en 2011 dans de nombreux pays arabes, ou en 2019 en Algérie ou au Soudan. Un acteur politique fait irruption dans l'espace public, il prend la rue, on le voit : c'est le peuple.

Tu me vois, tu ne me vois plus

Évoquant les grands auteurs qui ont chanté le peuple, Pierre Rosanvallon écrit : *“Sous leur plume, le peuple est d'abord une force historique active. Parler du peuple c'est pour eux faire référence à une foule qui avance dans la rue, à un groupe qui intervient pour rompre l'ordre des choses. C'est toujours parler d'une action qui est en train de se faire, d'une révolution qui est en train de s'opérer et pas simplement d'un groupe social”.*

Mais un peuple qui se soulève contre la tyran-

nie ou la dictature, cela donne-t-il la garantie d'un progrès démocratique ou social ? Pas forcément. Par exemple, la chute du régime iranien du Shah en 1979, bien qu'elle ait été permise par une révolution populaire, n'a pas débouché sur un régime plus émancipateur. La Révolution française elle-même, importante dans l'imaginaire occidental, a accouché de la Terreur au nom d'une conception intransigeante du “peuple” théorisée par Robespierre. Ces deux cas, parmi de nombreux autres, montrent bien que le mot “peuple” est porteur de significations et de nuances diverses, qui peuvent amener le meilleur comme le pire.

Dans un régime de démocratie représentative, en outre, les choses se compliquent. Le peuple est supposé être *représenté*, justement. Du coup, on ne le voit plus. Cette difficulté a inspiré à Pierre Rosanvallon un très beau titre d'ouvrage : *Le peuple introuvable*.



LE PEUPLE, UN JOURNAL DE GAUCHE... ET D'EXTRÊME DROITE

Une polémique concrète illustre cet écartèlement autour de l'utilisation du mot Peuple. Quand le président du Parti Populaire, Mischaël Modrikamen, a annoncé en 2010 avoir acquis le nom "Le Peuple", ancien quotidien de tendance socialiste (1885-1998), cela a fait scandale. Il était insupportable, pour les anciens journalistes de ce quotidien de gauche, que ce nom passe à présent sous bannière d'extrême droite.

Lorsqu'en novembre 2011 l'Office Benelux de la propriété intellectuelle a tranché le litige en faveur du Parti Populaire, la journaliste Sandra Guily, fille de l'ancien rédacteur en chef du journal, s'était dite "dégoûtée de voir ce titre passer entre les mains d'un populiste qui pourra, à travers lui, véhiculer ses fantasmes et asseoir son égo"¹.

1. « Le Peuple : une victoire pour Modrikamen » dans L'Écho, 15 novembre 2011.

► Plusieurs visions du "peuple"

On peut identifier, en gros, trois définitions différentes du mot "peuple" :

- Le peuple comme ensemble d'individus qui partagent une histoire culturelle commune (certains extrémistes y ajoutent le fantasme d'une ascendance commune avec un caractère ethnique). Cela correspond au mot "ethnos" qu'utilisaient les Grecs.
- Le peuple comme communauté de citoyens qui ont des droits politiques. Il s'agit ici du "demos" (grec) ou du "populus" (latin).
- Le peuple comme entité opprimée, la partie de la société qui souffre, qui est exploitée, qui n'a pas voix au chapitre... C'est l'équivalent du mot latin "plebs", la plèbe, qu'utilisaient les Romains. Cette signification peut être ressentie péjorativement, ou au contraire fièrement.

On retrouve ces trois définitions dans le point de vue du philosophe Gérard Bras, mais plutôt sous la forme de trois dimensions qui coexistent dans une notion par nature floue. « *Dans le concept de peuple, il y a l'articulation d'un imaginaire collectif transhistorique (par exemple 'le peuple français' depuis 'nos ancêtres les Gaulois'), la dimension sociale (nous, les gens du peuple, les dominés, qui se revendiquent peuple avec fierté contre les dominants, les Grands), et puis, utilisée par les gouvernants, la dimension de sujet politique fondant l'autorité, par exemple la majorité électorale. L'usage du concept de peuple est un glissement permanent de l'un à l'autre, car le réel lui-même est constitué de ces trois strates et d'une quatrième dimension, le peuple qui s'insurge, qui se constitue dans l'action, par exemple dans la Révolution*². » À cause de ce flou qui l'entoure, le concept de peuple est revendiqué par des bords politiques très différents.

Un mot que s'arrachent des idéologies opposées

Le linguiste allemand Viktor Klemperer a étudié la langue utilisée par les nazis. Dans son Journal, il écrit ceci en 1933 : « *Le mot 'peuple' (Volk) est employé dans les discours et les écrits aussi souvent que le sel à table, on saupoudre tout d'une pincée de peuple : 'fête du peuple' (Volksfest), 'camarade du peuple' (Volksgenosse), 'communauté du peuple' (Volksgemeinschaft), 'proche du peuple' (volksnah), 'étranger au peuple' (volksfremd), 'issu du peuple' (volksentstammt)...*³ ». Et il y a bien sûr eu la Volkswagen, la voiture originaire de l'Allemagne nazie des années 30.

Bien sûr, le mot allemand n'englobe pas les mêmes connotations que le mot français. Mais dans notre langue aussi, le "peuple" suscite la convoitise de partis d'extrême droite, qui jouent sur ses ambiguïtés pour disputer son utilisation aux partis de gauche et d'extrême gauche.

"Ceux qui en parlent le plus sont ceux qui en font le moins"

Les ambiguïtés du mot "peuple" justifient-elles qu'on renonce à l'utiliser ? Sans doute pas. Un mot si courant et si... populaire ne se remplacerait d'ailleurs pas aisément. Certaines dimensions de l'idée de peuple nous restent chères parce qu'elles sont au fondement de la démocratie et de l'émancipation collective.

Mais pour éviter d'en ajouter à la confusion, quelques précautions s'imposent. La première est une certaine retenue dans l'utilisation. "Ce sont ceux qui en parlent le plus qui en font le moins" dit le dicton à propos d'autre chose. Cela vaut pour le peuple. Ce n'est pas parce qu'on martèle le mot à toutes les phrases, comme le font les leaders populistes, qu'on défend forcément un projet politique démocratique et émancipateur.

Une autre précaution consiste peut-être à éviter de se mettre en position extérieure, comme si le peuple était hors de nous, comme s'il était un objet, comme s'il était une évidence. Atteignons-nous à "faire peuple" plutôt qu'à en parler. Enfin, préférons le pluriel au singulier, et l'adjectif au nom. Il y a des initiatives, des projets, des dynamiques, des équipes... populaires, qui sont tout le contraire d'un bloc homogène et fermé, cette idée du peuple tellement illusoire qu'elle s'accompagne toujours de la nécessité de construire des murs et d'ériger des barbelés.

Guillaume Lohest

1. Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », *La Vie des Idées*, 27 septembre 2011
2. Gérard Bras, « Le peuple fonctionne à l'émancipation », propos recueillis par Nicolas Mathey dans *L'Humanité*, 21 septembre, 2018.
3. Pascale Meunier, « Derrière les mots, l'idée », *Le Grain*, Février 2016.

LES MÉDIAS FLIRTENT-ILS AVEC LES POPULISTES ?

Sensationnalisme, formats de plus en plus courts, banalisation de l'extrême droite invitée sur les plateaux de télévision, course à l'audience et à l'immédiateté : les critiques envers ceux que l'on nomme le quatrième pouvoir sont fréquentes et nombreuses. On les affuble de plus en plus des pires qualificatifs. Les médias sont-ils responsables du succès des discours populistes ?

Avant de répondre à la question, il faut déjà connaître ceux qu'on accuse de pas mal de maux. Les médias, c'est quoi d'abord ? Quand on analyse de près cette appellation, on peut voir qu'elle ne veut plus dire grand-chose : « *Aujourd'hui, les médias ça veut rien dire, ça n'a plus de sens : Facebook, Twitter, la radio publique privée, la TV, la presse écrite... Selon le choix que l'on fait, on ne sera pas dans le même univers.*¹ » Pas le même univers, pas le même format, pas le même type d'information.

Un métier en évolution

Sans doute vais-je vous décevoir dans ce monde où nous voulons absolument avoir des réponses simples, claires pour tout. Mais rien n'est tout noir ou tout blanc, la réalité est toujours plus complexe.

Plusieurs éléments concourent au fait que les médias font de plus en plus souvent écho aux discours populistes. On peut rassembler le premier autour des **contraintes liées au métier de journaliste** et à son évolution. La transformation des structures des médias en groupes de presse a modifié le modèle économique de ceux-ci : l'info est une marchandise comme une autre. Et qui dit rentabilité, dit réduction des coûts : course à l'audience, à l'immédiateté, précarisation du sta-

tut du journaliste, uniformisation de l'information... en sont les conséquences indirectes. Mais ce serait trop simpliste de déduire que seule la baisse de qualité des médias contribuerait à l'émergence des discours populistes. Selon Florence Le Cam (professeure de journalisme à l'ULB), les médias ne seraient pas les uniques responsables de la montée du populisme, ceux-ci ne seraient que le reflet d'une évolution générale de la société. « *Les médias sont un des acteurs qui construisent la représentation qu'on a du monde. Ce ne sont pas les seuls acteurs qui concourent à la production des discours, à leur circulation et à la façon dont on se ressent comme citoyen.*² »

Selon Vincent de Coorebyter³, « *Aujourd'hui, on n'a plus assez de temps pour développer une pensée complexe, et la démocratie, c'est complexe. On assiste à une réduction du temps de parole et d'écriture ! L'accélération du temps est générale dans notre société, ce qui facilite l'installation d'une vision populiste de la société avec des solutions faciles : il n'y a qu'à... Il n'y a plus de place pour la complexité, celle-ci devient suspecte. Les médias d'info sont axés sur du court terme, et le populisme est à l'aise avec ça : 'Le peuple a voulu me porter au pouvoir POINT. Tout le reste c'est de l'enfumage.' Selfies, tweets, provocations immédiates facilitent le développement d'une vision* ▶



► *populiste du monde.* »

Un nouveau clivage

Il n'est pas aisé de savoir quelle posture adopter pour désamorcer la puissance des discours populistes. Les médias traditionnels mettent en exergue des chiffres, argumentent par des faits, mais une partie du public ne les entendra pas car elle les assimile à l'élite. Le problème, c'est leur perte de crédibilité. On l'a vu aux USA notamment avec les *Fake news* de Donald Trump. Plus les médias ont critiqué Trump, plus il a été renforcé dans son rôle de représentant du peuple ignoré.

La modification de notre **façon de consommer les informations** est une piste à explorer. Comme l'explique Vincent de Coorebyter, « la barrière d'accès aux médias ce n'est pas l'argent mais le temps, le temps qu'on voudrait consacrer aux médias : ce temps est en recul parce qu'il est concurrencé par les réseaux sociaux. Un autre obstacle : l'envie de se confronter à des formats longs. Quand on a un rapport à l'écrit au travers d'un écran, sur internet... on fait du zapping, la concentration diminue. Les études montrent que le temps pris par les smartphones et les réseaux sociaux concurrence une manière plus classique de s'informer. »

Les **réseaux sociaux et les sites web**, considérés

aujourd'hui comme des médias à part entière, doivent être au cœur d'un certain examen de conscience. Si on sait que les médias classiques (radio, tv, presse écrite) façonnent les positions politiques, on peut dès lors imaginer que les réseaux sociaux également. Il y aurait un nouveau clivage. « *Aujourd'hui, ce n'est plus le clivage libéraux/chrétiens/catholiques qui est à l'ordre du jour mais celui qui est creusé par les nouvelles technologies. Le populisme est très à l'aise devant un système médiatique de communication sans médiateur reconnu. C'est un retour à la démocratie directe, à la production personnelle du savoir : tout le monde s'improvise journaliste. Les formats plus courts, caractéristiques des réseaux sociaux, posent problème si on ne s'informe que par ces canaux-là. Ils peuvent nous donner une vision biaisée, une vision très parcellaire du monde, gommant au passage toute complexité. Et c'est un terrain de jeu très confortable pour les populistes puisqu'une rumeur est placée au même niveau qu'une information vérifiée. La structure même des réseaux sociaux correspondent aux discours populistes qui usent et abusent de simplismes.* »

Au-delà des critiques quelquefois justifiées à l'égard des médias dans leur responsabilité face à la banalisation de certains discours, il paraît évident qu'il y a aussi une responsabilité collective qui doit être assumée. Les responsables politiques, intellectuels, scientifiques... tous ont une influence de par la position qu'ils occupent au sein de l'espace public. Le sentiment de colère vécu par une frange de la population qui se sent méprisée, ignorée, rejetée, inutile ou regardée de haut, résulte d'un dédain des élites à leur égard. « *Le populisme n'existe que parce que les démocraties sont inachevées, parce qu'elles ont des manquements. On ne peut pas l'analyser isolément de la démocratie, de ses institutions politiques mais aussi de la société civile et de la compréhension de pourquoi et comment la démocratie se retourne contre elle-même.*»⁴ Autrement dit, les médias ne peuvent être tenus pour seuls responsables de la montée du populisme : toutes les composantes de notre société doivent faire leur examen de conscience.

Claudia Benedetto

LE POPULISME EST TÉLÉGÉNIQUE, PAS LA DÉMOCRATIE

Le problème des médias, pour Dominique Reynié, c'est que « *le populisme est télégénique, la démocratie ne l'est pas. Un débat argumenté même avec des efforts de simplification, c'est chiant, alors on va inviter une grande gueule qui dira n'importe quoi et qui empêchera quiconque de réfuter ses propos absurdes. On va opposer à vos arguments économiques que vous êtes de l'élite, que vous ne comprenez pas le peuple, taisez-vous !* » Il est vrai que mêler divertissement et débat politique dans les émissions du type *On n'est pas couché* ou *On a tout essayé* a offert un espace médiatique stratégique pour les populistes.

En Italie, la politique du spectacle est légion. Les talk-shows brouillent la ligne de démarcation entre information et divertissement. Anaïs Ginori, correspondante du journal italien *La Repubblica* explique dans *les Inrocks* que le problème avec ces formats TV, c'est qu'ils « *courent après les combats de pugilat pour assurer leur taux d'audience* »². Selon elle, Matteo Salvini, le ministre de l'intérieur du gouvernement italien, populiste et d'extrême droite, a construit sa carrière politique grâce aux talk-shows.

1. Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique dans l'émission « Politique » sur France 24. www.france24.com/fr/20161117-politique-populisme-medias-donald-trump

2. Anaïs Ginori, correspondante du journal italien *La Repubblica*. www.lesinrocks.com/2018/07/12/actualite/comment-les-talk-shows-ont-fait-grimper-lextrême-droite-111104098/

1. Daniel Schneidermann lors de la conférence *Démocratie en Question(s) - Les médias font-ils le jeu du populisme?* La Première, 19 mars 2019.

2. Conférence *Démocratie en Question(s) - Les médias font-ils le jeu du populisme?* La Première, 19 mars 2019

3. Idem

4. Pierre Rosanvallon, sur www.franceculture.fr/conferences/revue-esprit/comment-les-populistes-s-approprient-le-peuple



LA DÉMOCRATIE : UN BIEN PRÉCIEUX À DÉFENDRE

A bout de souffle, film de Jean-Luc Godard est un classique du cinéma. Ce titre convient-il aussi à l'état de la démocratie qui subit de nombreuses critiques... salutaires ?

Autour d'expressions comme « Tous pourris », les élus sont en première ligne des critiques sévères des populistes. Ces critiques semblent être bien moins virulentes à l'encontre du niveau local que des autres niveaux de pouvoir. Idéaliser ou diaboliser un niveau de pouvoir n'a pas de sens. Si le « Tous pourris » n'amène pas des propositions concrètes de changement dans la gouvernance et dans les politiques menées, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas critiquer le fonctionnement du système démocratique. Au contraire, la démocratie ne peut évoluer que si elle fait l'objet d'interpellations citoyennes tant sur les politiques menées que sur son mode de fonctionnement. La démocratie représentative ne se limite pas aux élections. Elle doit s'alimenter en permanence de ce qui se vit en dehors des assemblées d'élus et de leurs conseillers.

Près des yeux, près du cœur ?

Ces dernières années, on a pu voir à l'échelle locale des évolutions intéressantes avec la mise en place de mécanismes de consultation et de participation dépassant le cadre des CCATM¹. A ce niveau de pouvoir, le monde associatif est parvenu à convaincre le politique du rôle essentiel qu'il joue dans le quotidien des citoyennes et citoyens. On a vu apparaître des enquêtes et consultations, des droits d'interpellation, des conseils consultatifs renforcés et diversifiés, des budgets participatifs...² Mais à côté de ces avancées partielles mais

intéressantes, il faut déplorer, essentiellement aux « niveaux supérieurs », des reculs avec la non prise en compte de l'expression des citoyens et des revendications légitimes des mouvements sociaux dans une série de domaines. L'entêtement à poursuivre des politiques d'austérité en sont l'expression majeure. Sourdes aux revendications légitimes, elles ont accru les disparités sociales et cassé des mécanismes de solidarité.

La démocratie a-t-elle de grandes oreilles ?

Chaque jour, commissions, débats et votes représentent le quotidien de la vie politique. Chaque décision prise, quelle que soit la matière, de l'aménagement du territoire à l'âge de la pension en passant par une réforme de l'enseignement, renforce ou déforce les droits et la démocratie. Souvent, les gouvernements, ainsi que les collèges communaux, justifient les mesures prises par le fait qu'il s'agit simplement d'appliquer le programme pour lequel ils ont été élus. La réalité est, bien entendu beaucoup plus complexe. Le gouvernement fédéral issu des élections de 2014 en est un bel exemple, avec un seul parti francophone au gouvernement alors qu'il ne représente qu'un électeur sur cinq, de cette communauté linguistique.

Des affaires comme le Samu social ou Publifin ont mis en évidence que le dérapage de mandataires est toujours possible. Le contrôle des lieux de pouvoir ou de représentation est ►

► donc indispensable. Mais hurler avec les loups « Tous pourris » ne sert pas la démocratie. Impulser d'autres pratiques, plus de transparence et d'éthique est sans doute la meilleure thérapie pour résister aux sirènes du populisme. Et si les élections restent un moment essentiel de l'expression des citoyens dans une démocratie, elles n'en constituent pas la forme exclusive. Aujourd'hui, la démocratie passe aussi par des lieux de consultation, de concertation, voire de décisions où les associations et les citoyens sont intégrés (voir encadré).

La démocratie doit garantir et multiplier des espaces de débats ouverts et de concertation. Ces espaces peuvent aussi privilégier la parole collective du monde associatif, reflet de la société plurielle avec ses nuances et tensions et des intérêts contradictoires ou complémentaires qui la composent.

Les corps intermédiaires, pièce importante du puzzle

Il existe un nombre important d'associations, de coalitions, de coordinations réunissant des citoyens à tous les échelons, du comité de quartier au mouvement européen. Ces groupements sont essentiels à la bonne

santé de la démocratie.³ D'abord parce que rassembler des individus dont les situations individuelles vont converger vers des analyses et expressions communes est une belle réussite, mais aussi parce que le dialogue entre ces groupements et les élus peut aboutir à des avancées concrètes. Outre le dialogue, la confrontation (grèves, manifestations, actions diverses,) fait aussi bouger les lignes. Ce sont les mobilisations syndicales qui ont permis d'obtenir des avancées sociales significatives ou le suffrage universel. Aujourd'hui, on sent que les mobilisations en faveur du climat ne laissent pas indifférents les dirigeants politiques. La démocratie recule quand les élus restent insensibles aux mobilisations citoyennes, quand le dialogue ne s'instaure pas, quand des avancées ne peuvent se concrétiser.

Mais à l'instar du discours trop simpliste matraqué par des populistes, on ne peut pas considérer que face à un monde politique qui aurait tout faux, les uniques bonnes solutions seraient à chercher au sein de la société civile. D'autant qu'elle est traversée par des contradictions et des intérêts divergents. Certaines mobilisations citoyennes proposent des reculs de droits ou de libertés. Nous pensons par exemple aux manifestations contre le « mariage pour tous », en France, en 2012 et 2013. Ou à certaines mobilisations « anti-migrants » visant à réduire le droit d'asile. De même, le travail des lobbies vise à influencer les décisions politiques au profit de quelques-uns (entreprises, secteurs, ...) et non du plus grand nombre, avec très souvent des risques non négligeables pour la santé et l'environnement.⁴

Démocratie ou populisme ?

L'Europe a vu monter en force de nombreux partis populistes. Certains, comme en Italie⁵, sont arrivés au pouvoir et mettent en place des mesures réduisant les droits de façon ciblée et pratiquent ouvertement des politiques discriminantes. Le populisme s'engouffre dans les brèches de la démocratie qui a ses faiblesses et reste imparfaite. Les reculs sociaux et les difficultés concrètes au quotidien représentent une désillusion. Les populistes cultivent alors le discours du « *On n'est plus en démocratie* ». Pourtant, ce sont dans les pays où les populistes sont arrivés au pouvoir (Italie, Brésil, Hongrie...) que les populations les plus « fragiles » ont le plus à craindre en termes de droits et de libertés fondamentales. Combattre le populisme ne signifie bien évidemment pas abandonner le combat

LE RÉFÉRENDUM : SOLUTION OU ILLUSION ?

Parmi les revendications portées par les Gilets jaunes et, bien avant eux, de nombreux mouvements, on a pu entendre le recours au référendum. Cette seule question mériterait un article complet pour éviter des simplismes, afin « d'instruire à charge et à décharge ».

Le référendum est, certes, un outil de démocratie. Il permet l'expression du plus grand nombre sur des questions précises. Une des limites est probablement son caractère binaire : la possibilité de répondre oui ou non à des questions qui peuvent s'avérer plus complexes... Se posent aussi des problèmes annexes comme le taux de participation afin de le valider, mais aussi la nécessité de l'organisation de débats qui permettent de comprendre les enjeux et les conséquences des choix à opérer.

Au regard du nombre de projets débattus et adoptés dans l'ensemble des hémicycles, il apparaît que le recours au référendum ne peut constituer qu'une situation exceptionnelle. Cet outil ne doit-il pas être utilisé pour des enjeux locaux ou au contraire pour de grandes questions de société, en veillant qu'il permette toujours des extensions de droits et non des régressions. Nous ne pouvons définir comme une avancée démocratique un résultat qui réduirait des droits, discriminerait une minorité... La question n'est donc pas d'être pour ou contre le référendum (ce qui constituerait aussi une réponse binaire) mais plutôt de voir comment utiliser cet outil qui peut être précieux. La revendication de son instauration a le mérite de rappeler que la démocratie n'est pas achevée et qu'il est indispensable d'intégrer des modes de concertation et de consultation de la population.

contre le néolibéralisme. C'est même essentiel car ce sont les politiques néolibérales avec leurs mesures de régression qui enfantent et entretiennent un populisme avec lequel elles peuvent s'accommoder sans aucune difficulté. Les dirigeants politiques qualifiés d'antisystème ont pourtant les deux pieds dans le « système » qu'ils dénoncent. Trump, Bolsonaro, Salvini sont bien implantés dans les sphères économiques à l'origine de l'exploitation. Mais si l'on veut lutter à la fois contre les dérives populistes et contre le néolibéralisme, il faut cesser des politiques qui excluent puis cherchent à réparer, cesser des politiques qui creusent les écarts... Il faut des politiques tournées vers l'élargissement des droits, vers plus d'égalité et de justice sociale. Il faut également exiger des méthodes de gouvernance plus transparentes et plus éthiques ainsi qu'un véritable dialogue avec la société civile organisée. Un « potage maison », cela se prépare collectivement avec les ingrédients du terroir et peut-être aussi des plus lointains, cultivés avec respect... Le populisme glorifie le peuple dans ses discours, mais joue sur les divisions et les peurs pour assoir ses politiques discriminantes.

Redonner du souffle

Imparfaite et incomplète⁶, la démocratie reste essentielle pour éviter l'arbitraire, garantir les libertés et accroître les droits pour un plus grand nombre. Malgré le fait qu'un nombre croissant de déçus ou dégoûtés se réfugient dans l'abstentionnisme, les processus électoraux sont indispensables mais pas suffisants. La démocratie se construit tous les jours à travers les rapports de force entre les intérêts contradictoires de la société, par sa capacité de dialogue, de concertation et d'arbitrage.

Le nouveau souffle de la démocratie n'est pas automatique. Il faut le nourrir au quotidien, d'autant que la parole de ceux qui ont le plus besoin de droits et de protection, est aussi celle qui a le plus de difficultés à se faire entendre. Cette voix est pourtant essentielle à la construction d'une société plus égalitaire et plus démocratique.

Paul Blanjean

1. La CCATM est la Commission Consultative communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité.
2. Voir sur ces sujets, Monique Van Dieren, « Démocratie participative, un moteur à entretenir » in Contrastes n°187, juillet-août 2018.
3. Pour aborder de façon plus approfondie cette question, voir Guillaume Lohest, « Les corps intermédiaires, un concept vital », Points de Repères n°48, décembre 2017, Ed. Equipes populaires.
4. Voir à ce sujet Lora Verheecke, « Les (trop) puissants lobbies » in Démocratie, juillet 2015.
5. Voir Paul Blanjean, « Populisme et migration - la tache brune s'agrandit » in Contrastes n°190, janvier-février 2019.
6. Pour être complète, la démocratie politique doit s'agencer avec la démocratie économique, sociale et culturelle. Nous n'abordons pas ces conditions essentielles dans ce numéro.

Guillaume Lohest

Entre démocratie et populisme

10 façons de jouer avec le feu

Peut-être sommes-nous tellement habitués à nos démocraties que nous ne percevons plus qu'elles pourraient s'effondrer. Pourtant, ce risque semble plus important que jamais.

Focalisés sur les limites de la démocratie représentative et la critique du néolibéralisme, les mouvements militants de gauche participent à la critique du "système" : finance, médias, Union européenne... Au nom de quoi ? D'une "vraie démocratie" au sens étymologique, du "pouvoir du peuple" ou encore d'un populisme de gauche. Ce faisant et souvent malgré eux, ces mouvements partagent des éléments de discours communs avec l'extrême droite. La société est traversée d'une ferveur "dégagiste" que chacun interprète à sa sauce : les nationalistes sentent venir leur heure ; les héritiers du marxisme y voient l'annonce d'une "convergence des luttes". Entre les deux, une immense zone grise et confuse, un territoire instable de récits et d'émotions.

Ce livre est un appel à la vigilance : dans nos engagements, nos critiques et nos propositions, parlons un langage clair, précis et sans ambiguïtés.

108 pages - 10€ (Prix membre EP : 7€)

Une coédition Couleur Livres-Les équipes Populaires





Soupe Populiste

INGREDIENTS:

- 800 GR D'IDEEES SIMPLISTES
- 300 GR D'U.E. BROYEE
- 150 GR DE FAKE NEWS
- 1 PINCEE DE RACISME
- AJOUTER LE MOT PEUPLE A TOUTES LES SAUCES



ISI Informatique



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Digitec 
SOLUTION